



HEIDI RODIS/TROMPETTE

La conspiration contre le Brexit—Révélée

La façon dont les politiciens britanniques subvertissent de manière trompeuse la volonté du peuple est maintenant claire. Mais pourquoi le font-ils ?

RICHARD PALMER [27/12/2019](#)

Vous pouvez appeler cela « l'État profond », « l'ordre établi » ou simplement « le grand et le bien ». Pratiquement toutes les personnes influentes ont passé ces trois dernières années à travailler pour arrêter le Brexit et maintenir la Grande-Bretagne dans l'Union européenne.

Ce n'est que maintenant, des années après que les citoyens britanniques ont voté en faveur de la sortie de l'Union européenne, que toute la portée du complot est révélée. Et l'intrigue révèle une force travaillant en coulisse non seulement dans la politique britannique, mais dans le monde entier.

Mensonges

Pendant des années, un segment plutôt vocal de la population a voulu que la Grande-Bretagne quitte l'UE. Le référendum sur le Brexit a été conçu pour les faire taire. Le Premier ministre David Cameron—un « *Remainer* » [un resteur]—a qualifié cela d'un moyen pour enfin mettre un terme au problème.

Les *Resteurs* pensaient qu'ils gagneraient facilement. Après tout, regardez qui était de leur côté : chaque ancien Premier ministre, chaque grand parti politique, toutes les agences gouvernementales, la BBC, la Banque d'Angleterre, toutes les grandes banques internationales, le Fonds monétaire international (FMI), le syndicat patronal britannique (*the Confederation of British Industry*), le président des États-Unis et une foule de célébrités.

Comment le Brexit pourrait-il réussir contre tout cela ?

Juste pour être sûr, les *Resteurs* ont adhéré à un message cohérent : LE BREXIT ÉGAL LA CATASTROPHE.

Le Trésor a déclaré qu'un vote pour la « sortie » lors du référendum déclencherait une récession immédiate et que le Royaume-Uni perdrait un demi-million d'emplois dans l'année suivant le vote. Le chancelier de l'Échiquier, George Osborne, a déclaré qu'il devrait appeler un budget d'urgence et lever des impôts de 30 milliards de livres sterling (38,7 milliards de dollars US) pour couvrir le trou que le Brexit provoquerait dans les finances de la nation.

Le FMI a déclaré qu'un vote pour le Brexit provoquerait « de fortes baisses des prix des maisons et leurs valeurs résiduelles ». Le gouvernement a affirmé que les ménages perdraient 4,300 £ par an, chaque année, dans un avenir prévisible. La banque britannique *Barclays* a déclaré que l'économie se contracterait de 0,4 pour cent en 2017 ; le Crédit Suisse a annoncé qu'elle se réduirait de 1 pour cent. Un expert de CNN a déclaré : « L'effondrement de *Lehman Brothers* pourrait n'être rien en comparaison avec la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. »

D'autres experts ont prédit des pénuries alimentaires. La *Food Research Collaboration* (groupe de collaboration de recherche alimentaire) a prédit des « perturbations majeures » dans les chaînes d'approvisionnement britanniques. Partout au pays, des personnes malades mourraient car elles n'auraient plus accès aux médicaments.

Face à toutes ces pressions, beaucoup pensaient que la victoire pour *Rester* était inévitable. Même Nigel Farage, l'un des principaux dirigeants de la campagne pour *Quitter*, pensait avoir perdu. Le jour du vote, il a déclaré qu'il « semble que la campagne pour *Rester* va gagner ».

Puis l'inattendu est arrivé. Plus de 16 millions de personnes ont voté pour *Rester*—mais plus de 17 millions ont voté pour *Quitter*. La victoire de 52 pour cent contre 48 pour cent en faveur du Brexit a donné à la nation son plus grand mandat démocratique de l'histoire !

Les répercussions suivant le vote pour *Quitter* ont révélé que tous les avertissements urgents étaient mensongers. L'économie britannique n'a pas diminué de 1 pour cent, ni même d'un demi pour cent. Elle a *augmenté* de 1,4 pour cent. Il n'y avait pas de pénurie de nourriture ou de médicaments. Aucune des calamités prévues ne s'est produite.

Hypocrisie

Le lendemain du vote, les groupes de campagne pro-UE ont appelé à un deuxième référendum. C'est la tactique éprouvée de l'UE. Ils l'ont utilisé après que l'Irlande ait rejeté le traité de Nice et lorsqu'ils ont rejeté le traité de Lisbonne : *Vous n'avez pas la bonne réponse—essayez à nouveau*.

Mais les politiciens pro-européens ne pouvaient pas accepter un tel appel aussi rapidement. Au cours de leur campagne pour « *Rester* », ils avaient insisté sur le fait qu'il s'agissait du seul et unique vote, car ils avaient confiance qu'ils gagneraient. « Il n'y a pas de seconde chance ni de répétition », avait déclaré le bureau de campagne pour *Rester*. L'ancien Premier ministre John Major a déclaré : « Il n'y aura pas d'autre référendum sur l'Europe. Ça y est ». Un dépliant du gouvernement, envoyé à tous les ménages du pays, a promis que le vote serait une « décision qui se produit une fois par génération ». « Le gouvernement appliquera ce que vous décidez », y lisait-on. Le fait que les politiciens fassent demi-tour et fassent campagne pour un deuxième référendum le lendemain de cette « décision qui se produit une fois par génération » les aurait exposés comme des menteurs et des hypocrites.

Nous voyons maintenant qu'ils ont adopté une stratégie plus subtile. Tout en disant qu'ils respectaient la volonté du peuple et le résultat du référendum, ils ont travaillé pour en retarder sa mise en œuvre. Leur stratégie consistait à laisser écouler suffisamment de temps pour qu'ils puissent appeler une deuxième « décision qui se produit une fois par génération », et obtenir la réponse « correcte » cette fois-ci, et maintenir la Grande-Bretagne dans l'UE.

Neuf mois après le vote sur le Brexit, la Grande-Bretagne a tenu des élections générales. Les politiciens devaient clairement indiquer où ils se situaient face au Brexit—et tous les principaux partis ont déclaré qu'ils respecteraient le vote. Les politiciens pro-UE savaient que s'ils étaient honnêtes quant à leurs intentions, ils seraient rejetés par un électorat pro-Brexit. Alors, ils ont aussi promis de faire respecter le Brexit. Voici

un petit échantillon d'une montagne de déclarations similaires de membres du Parlement :

« J'étais une *Resteur*, mais à la minute où nous commençons à ignorer la volonté démocratique de la population dans ce pays, nous glissons très rapidement vers une sorte de république bananière dans laquelle je ne veux pas vivre. »—HEIDI ALLEN, alors du Parti conservateur, maintenant jonglant entre plusieurs partis.

« Personne n'a dit : 'Eh bien, vous savez quoi, je ne vais tout simplement pas respecter le résultat'—c'est le genre de chose que Donald Trump dit. »—YVETTE COOPER, Parti travailliste.

« De nombreuses personnes ont voté de *Quitter* pour des raisons authentiques et respectées. Nous devons respecter le résultat. »—ANNA SOUBRY, alors du Parti conservateur, maintenant avec le parti *The Independent Group for Change* (litt. « Le groupe indépendant pour le changement »).

« Le public a voté, et c'est sérieusement irrespectueux et politiquement contre-productif de dire : 'Désolé les gars, vous vous êtes trompé. Nous allons essayer de nouveau.' »—SIR VINCE CABLE

« Nous devons tous accepter et respecter le résultat du référendum. J'ai fait campagne pour rester dans l'UE. Je m'attendais à ce que le résultat soit respecté si nous l'avions gagné. »—SIR KEIR STARMER, Parti travailliste

Mais une fois que ces promesses les ont fait élire, ces mêmes membres du Parlement ont procédé gravement à un manque de respect de la volonté démocratique du peuple. Ils ont travaillé pour maintenir la Grande-Bretagne dans l'UE.

Encore et encore, le Parlement a bloqué toute forme d'accord sur le Brexit. Chacun des membres du Parlement cités ci-dessus a depuis soutenu soit un deuxième référendum, ou l'annulation du Brexit sans vote d'aucune sorte. Ils ont été élus sous de faux prétextes.

Des excuses

Peu de temps après le vote pour quitter l'UE, la date du Brexit a été repoussée. Les officiels ont insisté sur le fait que cela prendrait des années pour détendre la relation de la Grande-Bretagne avec l'Union européenne. Les *Brexitaires* ont accepté le retard. Après tout, le contrôle omniprésent de Bruxelles sur tous les aspects du droit et de la vie britanniques était une raison majeure pour laquelle ils souhaitaient le Brexit ; s'il fallait du temps pour faire une sortie convenable, pensaient-ils, cela en valait la peine.

La Grande-Bretagne a donc attendu jusqu'au 29 mars 2017 pour même entamer le processus officiel. Cela a commencé un compte à rebours de deux ans, avec la date limite de sortie fixée au 29 mars 2019. Tandis que les négociations et les retards se poursuivaient dans les coulisses, des personnalités publiques ont commencé à faire la promotion de nombreuses excuses pour un second référendum : *Le public ne savait pas pour quoi il votait. La campagne pour « Quitter » était fondée sur des mensonges. Les Russes ont interféré !*

La Commission électorale, un organe soi-disant neutre conçu pour garantir des élections équitables, est passée à l'action. Bien qu'elle ait ignoré les irrégularités commises par les groupes de la campagne pour *Rester*, un jeune militant de la campagne pour *Quitter* nommé Darren Grimes a fait l'objet d'une enquête à trois reprises—jusqu'à ce que la commission ait finalement trouvé une case qu'il avait mal cochée. Ils ont dépensé un million de livres pour essayer de le poursuivre. Mais les tribunaux ont fini par l'innocenter.

La campagne officielle pour *Quitter* a également ressentie l'aiguillon de la Commission électorale. Ils ont demandé des conseils à la Commission sur la manière légale et correcte de gérer les dons. La Commission a donné le conseil et la campagne pour *Quitter* l'a suivi. Cependant, après le vote, la Commission a poursuivi la campagne pour *Quitter*, affirmant que son comportement était illégal—bien que les tribunaux aient à nouveau été en désaccord.

La Commission électorale a soumis Arron Banks, un donateur important de la campagne pour *Quitter*, à l'Agence nationale contre le crime (*National Crime Agency*). Lui aussi a été complètement innocenté. La campagne pour *Quitter* a également été accusée à plusieurs reprises de collusion avec la Russie. Au cours de son enquête, l'Agence nationale contre le crime a également innocenté Banks de ce salissage.

Cette partie du complot contre le Brexit a été importante, bien qu'elle ait échoué. Les *Resteurs* espéraient trouver un prétexte pour invalider l'élection, pour décrire le tout comme défectueux afin qu'ils puissent la refaire. L'ancien ministre du Parti travailliste, Ben Bradshaw, a déclaré qu'il était « hautement probable » qu'une campagne de désinformation informatique russe ait influencé le vote du Royaume-Uni sur le Brexit,

et les organes de presse de gauche ont sauté sur cette idée. Le journal *Guardian*, en particulier, a passé des mois à colporter joyeusement des théories du complot de gauche à propos de la Russie. Il a même affirmé que le dirigeant du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni, Nigel Farage, avait transféré des données entre la campagne de Donald Trump et le fondateur de Wikileaks, Julian Assange, sur une clé USB dans le cadre d'un complot russe visant à voler à la fois le vote sur le Brexit et l'élection présidentielle américaine.

Encore et encore, ces accusations se sont révélées fausses. Mais cela n'empêche pas de nouvelles revendications d'être faites. C'est un effort désespéré mais puissant pour fabriquer une excuse pour un deuxième référendum.

Conquête

Alors que les excuses étaient lancées, les négociations sur le Brexit se poursuivaient. Dirigée par la Première ministre Theresa May (qui soutenait la campagne pour *Rester*) et menée par un fonctionnaire qui travaillait pour mettre fin au Brexit, les deux années de négociations ont déçu tout le monde.

L'accord de May sur le Brexit a été dévoilé en novembre 2018. « Si les députés votent en faveur de cet accord, nous inclinons notre cou sous le joug », a écrit Boris Johnson, alors un député de l'arrière-banc. « Nous nous préparons à nous soumettre au pouvoir colonial par des puissances et des tribunaux étrangers. » Comme la plupart des *Quitteurs*, il avait démissionné du gouvernement au lieu de soutenir l'approche de May.

Le professeur d'histoire de Cambridge, Robert Tombs, était d'accord. « Il est pratiquement inconnu dans les relations internationales modernes qu'un État indépendant se place sous juridiction étrangère et une législation étrangère, » a-t-il écrit. « Il faudrait penser au statut colonial (par exemple, les colonies américaines avant 1776) pour une analogie adéquate. » L'UE avait effectivement réagi au vote britannique de *Quitter* en tentant de transformer le Royaume-Uni en une colonie. Comme l'a écrit Ambrose Evans-Pritchard du journal *Telegraph*, « Aucun pays n'accepterait normalement de tels termes à moins qu'il soit très petit, en faillite ou d'abord avoir été vaincu dans une guerre. »

L'accord a échoué au Parlement. À plusieurs reprises. Cela a laissé les politiciens pro-UE avec un problème. Selon les lois adoptées dans les mois qui ont suivi le référendum, la Grande-Bretagne quitterait l'UE le 29 mars 2019. Si l'accord de Mme May était rejeté, alors selon la loi en place, la Grande-Bretagne quitterait complètement l'UE le 29 mars sans un accord. Initialement, May a respecté cette échéance difficile en essayant de faire pression sur les députés réticents pour qu'ils acceptent son accord.

Les députés en faveur de *Rester* ont alors lancé une campagne pour renverser la constitution britannique.

La Grande-Bretagne n'a pas un seul document constitutionnel écrit. Au lieu de cela, son histoire de règles et procédures établies *sont* sa constitution. Cette constitution définit clairement les rôles du gouvernement et du Parlement. En général, le gouvernement prend les mesures législatives, contrôle l'agenda du Parlement et mène des activités diplomatiques avec les autres pays.

Dans un effort pour arrêter le Brexit, des politiciens pro-européens ont attaqué tous ces pouvoirs.

Les députés ont entamé une campagne sans précédent pour contrôler l'agenda du Parlement, afin de décider quelles lois étaient votées et à quel moment. Typiquement, une telle pression politique serait interdite. Mais le président de la chambre des communes—l'homme qui joue le rôle d'arbitre et joue un rôle crucial dans le respect de la constitution—était, jusqu'à récemment, John Bercow, un *Resteur* passionné. Bercow conduit sa voiture avec un autocollant de pare-chocs en utilisant un juron pour décrire combien il déteste le Brexit. Lorsque le Brexit a été inscrit à l'ordre du jour, il a systématiquement ignoré les conseils des greffiers du Parlement et a déclaré que, plutôt que de nous laisser guider par les précédents, nous avons besoin de « flexibilité politique et intellectuelle ». Lorsque cela convenait à sa cause, il était un tenace pour le précédent et la constitution—détournant des règles oubliées depuis des centaines d'années. Mais si cela entravait le Brexit, il plierait les règles à des degrés étonnants de « flexibilité politique et intellectuelle ».

La Première ministre, réticente à quitter l'UE sans un accord, s'est désistée et a demandé aux dirigeants européens de prolonger l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'UE. Au fil des semaines, il était devenu évident qu'elle ne pourrait obtenir aucun accord par le Parlement. Le 24 mai, elle a annoncé sa démission en tant que dirigeante du Parti conservateur.

Le parti a organisé des élections pour son nouveau chef. Le 23 juin, Boris Johnson a été annoncé vainqueur et il est devenu Premier ministre le lendemain. Il a gagné en étant le candidat le plus dur au sujet du Brexit et en promettant d'extraire la Grande-Bretagne de l'UE.

Les *Resteurs* ont réagi en intensifiant leurs efforts pour arrêter le Brexit par tous les moyens nécessaires.

Coup

Dès le premier jour du mandat de Johnson, il y a eu une poussée pour dépeindre son poste de Premier ministre comme illégitime. Les électeurs britanniques votent pour un parti, pas spécifiquement pour un premier ministre. Le dirigeant du parti ou de la coalition qui peut commander une majorité au Parlement est premier ministre. Beaucoup sont arrivés au pouvoir entre les élections. Mais comme le Brexit faisait partie du mélange, les *Resteurs* ont soutenu que Johnson n'était pas un vrai Premier ministre sans une élection.

« Boris Johnson a obtenu le soutien de moins de 100,000 membres du Parti conservateur non représentatifs en promettant des réductions d'impôts pour les plus riches, en se présentant comme l'ami des banquiers et en plaidant pour un Brexit dommageable sans accord. Mais il n'a pas obtenu le soutien de notre pays, » a tweeté Jeremy Corbyn, le dirigeant du Parti travailliste. Il a ensuite écrit : « Le peuple de notre pays devrait décider qui devient le Premier ministre lors d'une élection générale. »

Les députés se sont également mobilisés pour empêcher M. Johnson de respecter son engagement de sortir la Grande-Bretagne de l'UE, prévu pour la nouvelle échéance fixée au 31 octobre. Le Parlement a pris le contrôle de son agenda et celui de la politique étrangère britannique du gouvernement, en adoptant une loi stipulant que le Premier ministre doit demander une prolongation du Brexit.

Les *Resteurs* ont tous ramené les mêmes épouvantails qu'ils avaient utilisés dans la campagne pour le référendum de 2016. Si la Grande-Bretagne quittait sans un accord, l'économie s'effondrerait. Chaque ménage deviendrait des milliers de livres plus pauvres. Les magasins manqueraient de nourriture. Les gens mourraient alors que l'approvisionnement en médicaments prendrait fin. C'était, selon eux, leur devoir patriotique d'arrêter le Brexit.

Ils ont fait cela en étant de mèche avec l'Union européenne, un véritable exemple de collusion étrangère dans le débat sur le Brexit. L'ancien chancelier de l'Échiquier a dirigé ses propres discussions avec les négociateurs européens du Brexit. Le soi-disant neutre M. Bercow, a rencontré des responsables de l'UE pour discuter de la voie à suivre. L'ancien Premier ministre et fervent pro-européen Tony Blair a sillonné l'Europe pour rencontrer des dirigeants nationaux. Les dirigeants parlementaires qui luttaient pour arrêter le Brexit ont obtenu des conseils de l'étranger sur la formulation de la législation. D'autres ont demandé l'aide de l'Europe pour pousser la Grande-Bretagne vers un deuxième référendum. L'ingérence étrangère est devenue si irritante que le gouvernement a envisagé de passer un équivalent britannique de la loi Logan (*Logan Act*) pour y mettre fin.

Le gouvernement a tenté de lutter contre cette prise du pouvoir parlementaire en « prorogeant »—ou en suspendant—le Parlement. Un système judiciaire extrêmement favorable à l'UE est alors intervenu. La Cour suprême du Royaume-Uni a créé une nouvelle loi qui limite la durée de la suspension du Parlement. Constitutionnellement, c'est la reine, sur l'avis de ses députés, qui proroge le Parlement. En adoptant cette nouvelle loi, la Cour suprême s'est érigée en autorité suprême du pays, outrepassant même la reine. Ainsi, tout à coup, la Grande-Bretagne a maintenant une Cour suprême de type américain qui s'implique dans les plus grandes questions politiques de l'heure—mais sans l'équilibre des pouvoirs des États-Unis en ce qui concerne la sélection des juges.

Les *Quitteurs* n'ont pas été les seuls à dénoncer le caractère flagrant du coup de force du tribunal. Le site web *Fact Check* de la chaîne de télé *Channel 4* a déclaré : « Les experts à qui nous avons parlé sont unanimes : la décision d'aujourd'hui est énorme. » Le professeur Tom Poole de la *London School of Economics* a déclaré à la source de nouvelles basée au Royaume-Uni : « Je ne peux pas imaginer une plus grande affaire de droit constitutionnel britannique. » L'historien David Starkey a déclaré : « Les événements survenus depuis le référendum ont enfreint la constitution anglaise. Ils l'ont brisée, éclatée en morceaux comme une noble statue qui a été poussée et délibérément brisée. C'est un acte de vandalisme absolu. Et une fois qu'elle est cassée, je ne pense pas qu'elle puisse être remise en place. La dernière fois que nous étions dans un territoire comme celui-ci, cela a été réglé par une guerre civile. »

Renverser le Brexit

Les efforts de M. Johnson pour le Brexit étant bloqués, le seul moyen d'avancer semblait être de nouvelles élections. Mais—même si cela impliquait que M. Johnson était illégitime, car il n'avait pas été élu à l'issue d'un vote national—Jeremy Corbyn s'est battu contre les élections. Les députés pro-UE ont insisté sur le fait qu'ils ne pourraient organiser des élections qu'une fois qu'un « Brexit sans accord » ne serait pas l'enjeu.

La situation était devenue ridicule. Le gouvernement ne pouvait rien accomplir et a été bloqué à plusieurs reprises sur le point le plus important de son ordre du jour. Enfin, le 29 octobre, le Parlement a voté en faveur de la tenue d'élections.

En 2017, tous les principaux partis politiques avaient prétendu soutenir le Brexit. Tous ont promis de respecter le résultat du référendum. Les deux années qui ont suivi ont révélé la vérité. Aucune prétention n'est possible maintenant.

Le parti des Libéraux-démocrates envisage maintenant d'annuler complètement le Brexit. Leur manifeste stipule que s'ils sont élus, ils prétendront que le référendum n'a jamais eu lieu. Ils veulent effacer le plus grand mandat démocratique de l'histoire de la Grande-Bretagne.

La position du Parti travailliste est plus sournoise. Ils promettent un deuxième référendum. Mais ce ne sera pas une reprise du premier, car ils craignent que les électeurs se « trompent » à nouveau. Au lieu de cela, un gouvernement pro-UE négocierait un nouvel accord avec l'UE—un accord qui maintiendrait le lien entre la Grande-Bretagne et l'UE plus encore que les accords de Mme May ou de M. Johnson. Ensuite, ils donneront aux électeurs le choix entre cet accord ou rester dans l'UE.

Ce sera un choix entre « rester en prétendant de quitter » et « simplement rester ».

S'ils réussissent, l'élite aura finalement réussi à outrepasser la volonté du peuple.

Mais cela ne se produit pas en vase clos. L'histoire du Brexit illustre puissamment une tendance mondiale. Aux États-Unis, les politiciens s'emploient à annuler l'élection d'un président qu'ils n'aiment pas. En Israël, la presse et la justice tentent de faire tomber le Premier ministre Benjamin Netanyahu.

La cause spirituelle

Le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, discute de cette tendance dans son livret *Great Again*, dans lequel il écrit : « Avez-vous une opinion favorable des Pères fondateurs, de la Constitution, de la séparation des pouvoirs, de la règle de droit, de la destinée manifeste, de la liberté de religion, de la liberté d'expression, d'une économie de marché libre, et du rôle de l'Amérique lors la Première et de la Deuxième mondiales ? SI VOUS LE PENSEZ, VOUS ÊTES SÛREMENT ALERTÉ PAR L'ÉTAT DE L'AMÉRIQUE AUJOURD'HUI. Tous ces piliers de l'histoire et de l'identité américaines sont en train d'être vilipendés et détruits. »

La même tendance existe en Grande-Bretagne et pour une raison commune. « IL Y A UNE DIMENSION SPIRITUELLE DANS LE DÉCLIN DE L'AMÉRIQUE QUE LA PLUPART DES GENS NE VOIENT PAS », écrit M. Flurry. « La crise à laquelle notre pays est confronté n'est pas due à un mauvais président ! LA CAUSE EST PLUS PROFONDE. Mais la plupart des gens ne veulent pas y faire face. »

Dans les deux pays, nous voyons la même arrogance et le même pouvoir des élites. « Avant la dernière élection présidentielle, ces gens savaient qu'ils gagneraient », a écrit M. Flurry dans le numéro de juillet 2019 de la *Trompette*. « Ils pensent qu'ils sont *destinés* à 'gouverner l'univers' ! Dans la plupart des cas, ils ne sont pas des élus, personne n'a voté pour eux, mais ils se considèrent comme les seuls *qualifiés* pour gouverner. Ils *ne peuvent pas croire* qu'un 'barbare' comme Donald Trump est devenu président, et ils ne peuvent pas le supporter ! Ils doivent donc le renverser. » En Grande-Bretagne, ils ne peuvent pas croire que le citoyen barbare moyen a voté pour le Brexit. Donc, ils doivent renverser le résultat.

« Ces élites instruites tentent de renverser les votes de 63 millions d'Américains ! » a écrit M. Flurry (ibid). Et en Grande-Bretagne, ils essaient de renverser les votes de 17 millions de personnes.

« CES INDIVIDUS NE SE SENTENT PAS LIÉE PAR LA CONSTITUTION [DES ÉTATS-UNIS]—LA LOI SUPRÊME DE LA NATION ! Ils n'ont aucun respect pour notre Charte des droits, qui protège notre liberté d'expression et notre liberté de religion et nous protège de toute atteinte par le gouvernement » (ibid). La même chose est vraie au Royaume-Uni. Les événements dans les deux pays ont rendu cette tendance plus claire que jamais.

« Depuis que Donald Trump est devenu président, la profondeur de l'anarchie et de la corruption qui imprègnent le leadership américain, aidée par les médias américains, est en train d'être découverte », a écrit M. Flurry. « Si Hilary Clinton avait remporté les dernières élections, 'aucune de ces affaires de corruption n'aurait été révélée !' Mais Dieu veut qu'elles soient exposées ! Il *sauve l'Amérique temporairement*—et l'une des raisons est d'exposer ce mal » (La *Trompette*, novembre 2018).

Le vote sur le Brexit expose le même genre de mal. Personne ne pensait que les politiciens étaient des saints, mais le mal que se donne

l'establishment pro-UE pour aller contre la volonté du peuple est choquant.

Il y a une raison pour laquelle Dieu veut que la vérité soit révélée. Remarquez ce que M. Flurry a écrit: « Dieu voulait que ce cancer soit exposé. Nous devons tous réfléchir sérieusement à la raison pourquoi—et à la responsabilité que cela place sur nous individuellement ! » (ibid).

Une force maléfique essaie de faire tomber la Grande-Bretagne et l'Amérique. Si vous croyez que la Bible est la Parole de Dieu, vous ne pouvez pas nier qu'il y a un diable. Et vous ne pouvez pas nier que la Grande-Bretagne et l'Amérique ont été bénies par Dieu. Le diable travaille contre ces bénédictions pour faire tomber nos nations.

« Car c'est un peuple rebelle, ce sont des enfants menteurs, des enfants qui ne veulent point écouter la loi de l'Eternel », dit Dieu dans Ésaïe 30 : 9, décrivant notre politique moderne. D'où vient tout ce mensonge ? Christ a appelé Satan le père du mensonge (Jean 8 : 44).

« Dieu veut que nous reconnaissions l'implication et l'activité de Satan—afin que nous puissions voir le danger réel, comprendre où cela mène la nation, et rechercher individuellement la protection de Dieu contre cela », a écrit M. Flurry (ibid).

Satan travaille pour faire tomber l'Amérique à travers l'État profond. Et il travaille à faire tomber la Grande-Bretagne à travers l'Union européenne. L'UE est simplement un manteau pour le Saint-Empire romain, un pouvoir dictatorial qui s'est élevé en Europe plusieurs fois pour tenter d'imposer sa volonté et sa religion au monde.

En dépit de ces attaques, la Grande-Bretagne et l'Amérique ne se sont pas repenties de leurs péchés et ne se sont pas tournées vers Dieu. Elles n'ont pas recherché son aide. Quoi qu'il en soit, Dieu a temporairement sauvé nos nations. Et Il utilise ce temps pour exposer le mal. Le fait qu'il existe un pouvoir spirituel sans loi et opposé à la Grande-Bretagne et à l'Amérique est plus clair que jamais. Il veut que nos nations voient le danger et se repentent.

Mais il n'y a aucune preuve que nos nations le font. Sans repentance, cette résurgence ne sera que temporaire. La colère de Satan contre ces puissances continuera.

Mais vous pouvez voir le danger et vous tourner vers Dieu. Vous pouvez intensifier vos prières et votre soutien à l'œuvre de Dieu, et aider à diffuser ce message d'avertissement.

